

# Le **CHEMINOT** de France

46<sup>e</sup> ANNEE - NUMERO 541  
MENSUEL - 1<sup>er</sup> AVRIL 1963



ORGANE DE LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS DES CHEMINOTS

## Les cheminots face à l'inertie gouvernementale **MOUVEMENTS PUISSANTS** **DANS TOUTE LA FRANCE**

5 MARS

Pour la défense du droit de grève, par solidarité avec les mineurs en lutte, l'ensemble des cheminots observe 15 minutes d'arrêt de travail à l'appel de C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.A.C., C.G.C. et F.G.A.A.C.

12 MARS

Arrêt de travail de 2 heures à chaque prise ou fin de service. Pour appuyer la demande de convocation de la commission du statut et l'octroi immédiat d'une allocation de vie chère demandée par la C.F.T.C.

15 MARS

Grève de 24 heures décidée quelques heures après la réunion décevante de la commission mixte. Malgré la rapidité de la décision les cheminots ont répondu à 95 % à l'appel des organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O. et F.G.A.A.C.

21 MARS

Arrêt de 2 heures à chaque prise ou fin de service afin de stimuler les travaux de la commission « Massé » et obtenir à nouveau la réunion de la commission mixte pour la discussion des revendications, lesquelles ne sont pas du ressort du comité des « Sages ». Perturbations dans toute la France, participation massive des cheminots.

27 MARS

Nouvel arrêt de 2 heures à chaque prise et fin de service pour une véritable discussion à la commission mixte et la satisfaction des revendications. Arrêts de travail largement suivis.



Devant la provocation  
le mensonge et  
l'escroquerie :

### **LA FORCE DU SYNDICALISME**

**A** PRES avoir incité les travailleurs à manger du poulet, à suivre le bœuf, sans jamais le rattraper, la chanson si souvent fredonnée des augmentations de salaires génératrices de la hausse des prix est reprise en chœur par le Gouvernement omnipotent et plein de suffisance.

Les prix ? De février 1962 à février 1963 la viande de bœuf a fait un nouveau bond de 10 %, les œufs de 54 %, les pommes de terre de 48 %, les oranges de 20 %.

Par différentes manœuvres les indices de prix ont été truqués, afin de masquer la vérité et surtout de léser les travailleurs les plus mal payés, ceux qui se trouvent au niveau du SMIG.

On a essayé de tromper les travailleurs et particulièrement ceux qui, comme les cheminots, dépendent directement ou indirectement de l'Etat-patron, en inaugurant la politique du « rendez-vous ». Au 1<sup>er</sup> janvier, rien à faire, mais en septembre on fera les comptes, en attendant continuez à croire au Père Noël... Demain ce sera la « fiesta » demain... toujours demain !...

**L**ORSQUE les salariés de l'Etat-patron se mettent en grève c'est le dédain, on attend que les Mineurs en soient à leur quatrième semaine de lutte pour offrir... un rendez-vous en septembre !

Et encore, après avoir tenté de violer une nouvelle fois le droit de grève par la réquisition, le Gouvernement gaulliste tente de dresser l'opinion publique contre ses salariés en laissant croire que l'augmentation des salaires nécessitera de nouveaux impôts !

**D**EVANT la ruse de l'escroquerie à la politique soi-disant sociale, devant les discours « Bon Papa » de l'inconditionnel de service, les cheminots, comme les mineurs, doivent obtenir les satisfactions que depuis trop longtemps on leur promet. Nous devons répondre aux provocations du Gouvernement en démontrant notre force sans prêter le flanc à ses tentatives de division.

Nous devons être des travailleurs conscients et organisés dans le syndicalisme. Le syndicalisme reste la seule force de contestation du pouvoir absolu, le seul lien efficace des travailleurs en lutte. A chacun de faire le maximum pour renforcer la C.F.T.C. !

Maurice DUBOIS.

## PREMIERS RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES **STABILITÉ DU CORPS ÉLECTORAL**

Nous revenons avec ces élections à un pourcentage normal de participation électorale de 85,32 % et ce malgré les tracts des syndicats « soi-disant » indépendants qui préconisaient l'abstention. Deux organisations, la C.F.T.C. et la C.G.T. améliorent légèrement leur pourcentage sur les valablement exprimés par rapport à 1961. C.F.T.C. + 0,16 %, C.G.T. + 0,84 %, les autres organisations perdent de 0,65 pour F.O. à 1,69 pour la F.A.C.

COMITÉS MIXTES  
Echelles 1 à 19

	Voix	1963 % sur valables	1961 % sur valables
C.G.T. ....	183.260	62,05	61,50
C.F.T.C. ....	63.571	21,53	21,56
F.O. ....	25.955	8,79	9,36
F.G.A.A.C. ..	4.587	1,55	1,79
F.A.C. ....	17.182	5,82	5,47
C.G.C. ....	685	0,23	0,23
DIVERS ....	109	0,03	0,09

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL  
Echelles 1 à 19

	Voix	1963 % sur valables	1961 % sur valables
C.G.T. ....	184.660	62,45	61,95
C.F.T.C. ....	62.367	21,09	21,01
F.O. ....	26.162	8,85	9,48
F.G.A.A.C. ...	3.664	1,24	1,50
F.A.C. ....	17.243	5,83	5,42
C.G.C. ....	953	0,32	0,41
DIVERS ....	651	0,22	0,23





70 à 82, RUE DE LYON-PARIS 12<sup>e</sup>  
TEL. : DID. 46-85

**EST - ÉQUIPEMENT - sport**  
14, rue de la Fidélité, PARIS - Gare de l'Est  
**TOUS VÊTEMENTS**  
**CHAUSSURES - BONNETERIE**  
**EQUIPEMENTS - SPORTS**  
**SKI - CAMPING - HIVER**  
*Rayon spécial enfants*  
Tarif spécial « CHEMINOTS »  
Mentionnez « Cheminot de France »

LOURDES. Pension de Famille LERINS  
51, rue du Bourg - 10 m. des Sanctuaires  
B. table. B. accueil. Px très réduits pr  
cheminot. Garage gratuit.

**NICE HOTEL-PENSION GILBERT**  
14, rue Pertinax  
PLEIN CENTRE TOUT CONFORT  
Prix très modérés. Ecrire

**Auvergne LA BOURBOULE**  
(Alt. 850 m)  
Pension de Famille  
Pavillon SAINT-MICHEL - Tél. 3-89  
Cuisine bourgeoise - Prix modérés  
Cure thermique et Cure d'air  
Vaste parc ombragé et clos  
Transport gratuit aux Établissements

LOURDES. Hôtel-Pens N-D de FOUR-  
VIERE, 17 rue P.-de-Foucault (Prol. de  
Ciné-Pax). Pens., 1/2 pens. tout confort.  
cuisine soignée, prix modéré. Tél. 9-03

LOURDES HOTEL SAINT-MARTIN  
Bd de la Grotte. Tél. 4-39  
Cuis. soign. Ascens. Réduct. aux Cheminots

LOURDES Pension du Bourg, 49, rue  
du Bourg, cuis. soignée, Prix  
spéciaux pr cheminots actifs et retraités

LOURDES Pension de famill. Courtand  
19, r. des Pyrénées, cuis.  
soignée. Prix mod. Rdé aux cheminots.

LOURDES Hôtel de Rome, Abadie et  
Domec, prop. 53, rue de la  
Grotte. Prix spéciaux cheminots.

ST-PARDOUX - LA-CROISILLE (Corrèze)  
hôtel « BEAU SITE ». Cad. unique, F. cuis.  
Pêche - Repos - Excursions assurés.



## NOTRE MAISON FAMILIALE

LES demandes de séjours à Terres ont affluées et il ne reste  
guère de places pour juillet et août.

C'est pourquoi nous invitons les ménages sans enfant,  
ou ayant des enfants n'allant pas encore à l'école à venir passer  
leurs vacances à Saint-Denis en juin ou à partir du 15 septembre.  
Ils seront assurés d'y trouver le repos et le calme et pourront  
bénéficier de prix plus avantageux.

Il en est de même pour nos camarades retraités qui pourront  
venir changer d'air dans le site agréable de notre M.F.V.

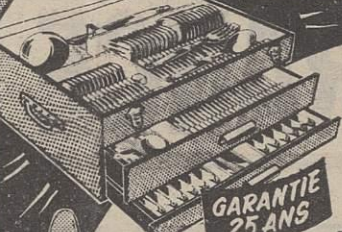
Est-il besoin de rappeler que ceux qui ont mal supporté les  
fatigues d'un hiver rigoureux peuvent obtenir une participation  
de la Caisse de Prévoyance pour une cure de repos à Saint-Denis.

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu en  
écrivant à :

M.F.V. DES CHEMINOTS C.F.T.C.,  
26, rue de Montholon, Paris (9<sup>e</sup>).

(Joindre un timbre pour réponse.)

Enrichissez votre table avec cette  
magnifique  
ménagère argentée



85 10 Fr  
pièces Pour

Vous paierez le solde en 12 petites  
mensualités sans vous en apercevoir !  
suivant la législation en vigueur.

ORFÈVRE FINE Super-  
charge 215 gr d'argent pur (poignon  
de l'état) sur métal extra-blanc  
maillechort.

### composition

12 cuillères à potage, 12 cuillères à dessert,  
12 fourchettes, 12 couteaux de table,  
12 cuillères à café, 12 couteaux à dessert,  
12 fourchettes à dessert, 1 louche,  
le tout dans un luxueux coffret aménagé.

10 fr. seulement à réception et 12 mensua-  
lités de 68 fr. (ou au comptant escompte  
10 %). AUCUN RISQUE : Vous serez inté-  
gralement remboursé si vous changez  
d'avis. Pour bénéficier de cette offre (limitée  
à 100 ménages seulement) hâtez-vous  
d'envoyer votre commande à la

SOCIÉTÉ D'ORFÈVRE LEBEM

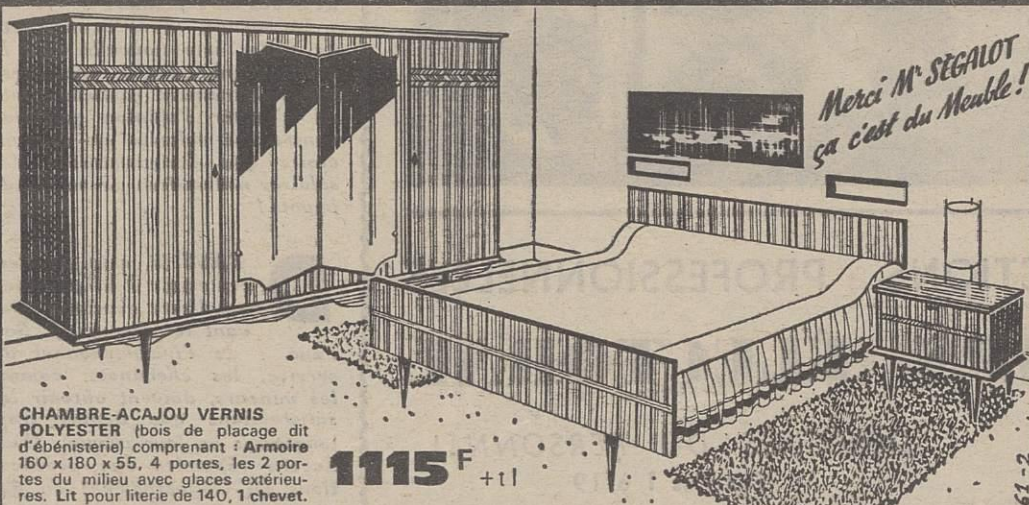
Service n° 35

6, rue de Bretagne, Paris 3<sup>e</sup>

Pour tous autres modèles ou compositions :  
documentation gratuite sur demande.

Après 30 jours d'arrêt  
pour maladie ou accident, vos  
**paiements**  
sont définitivement  
**annulés**  
jusqu'à la fin de votre incapacité.

Une  
formule sociale  
extraordinaire  
chez M. Ségalot  
**l'assurance  
crédit-maladie**



CHAMBRE-ACAJOU VERNIS  
POLYESTER (bois de placage dit  
d'ébenisterie) comprenant : Armoire  
160 x 180 x 55, 4 portes, les 2 por-  
tes du milieu avec glaces extérieu-  
res. Lit pour literie de 140, 1 chevet.

1115 F + t

Merci M<sup>re</sup> SÉGALOT  
ça c'est du Meuble !

**SÉGALOT**

52 avenue du gal Leclerc - PARIS 14<sup>e</sup>  
métro : Mouton-Duvernay - Parking  
Ouvert tous les jours sauf dimanche

### AVANTAGES

- Livraison et installation gratuites dans toute la France.
- Reprise en compte de vos anciens meubles au plus haut cours.
- 18 mois de crédit sans formalité.

GRATUIT  
catalogue triple Edition  
en couleurs Réf. 129

## COURRIER DE LA MUTUELLE

### DEUX RÉUNIONS IMPORTANTES

**DIMANCHE 5 MAI**

26, rue de Montholon - PARIS (9<sup>e</sup>)

Salle 135

1<sup>o</sup> A 9 heures :

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 1963

#### ORDRE DU JOUR :

- Allocution du Président.
- Rapport moral portant notamment sur l'application des prestations :
  - Capital-décès,
  - Caisse-maladie.
- Rapport financier.
- Rapport de la Commission de contrôle.
- Renouvellement des Membres du Conseil d'administration dont le mandat vient à expiration.
- Modification des statuts.
- Examen des suggestions de sociétaires.
- Questions diverses.

2<sup>o</sup> Le même jour à 14 h 30, salle 135 :

### RÉUNION D'INFORMATION

Sur la Mutualité et les questions  
particulières à notre Mutuelle

Tous nos Sociétaires disponibles ce jour-là sont invités à parti-  
ciper à ces deux réunions.

COQUELARD

## Cheminots S. N. C. F. A. intégrés à la S. N. C. F.

NOTRE action d'amélioration des Conventions et de l'Avis Général  
P3 n° 2 vient d'aboutir à deux résultats importants :

En effet, le rectificatif n° 2 du  
22 février 1962, après avoir préci-  
sé que la période de prise en  
charge n'interrompt pas l'avanc-  
ement en échelon — ce qui est  
tout simplement logique — édic-  
te :

2<sup>o</sup> L'indemnité différentielle  
prévue au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 4  
de la Convention du 14 mai 1962  
doit être payée non seulement  
aux agents placés lors de leur  
intégration sur une échelle infé-  
rieure à celle qu'ils avaient à  
la S.N.C.F.A., mais encore :

a) Aux agents placés sur un gra-  
de de même échelle, mais com-  
portant une prime dont la va-  
leur moyenne théorique est  
moins élevée que celle corres-  
pondant au grade qu'ils avaient  
à la S.N.C.F.A. ;

b) Aux agents qui bénéficiaient  
à la S.N.C.F.A. d'un complé-  
ment de rémunération en vertu  
des articles 151 à 155 du  
règlement P2.

L'article 151 concerne la :

— Mutation avec avancement ou  
sans avancement pour les be-  
soins du service.

L'article 153 concerne la :

— Mutation à un grade infé-  
rieur, pour troubles visuels ou  
inaptitude reconnue après exa-  
men psychotechnique ou vi-  
site médicale, après quinze ans  
de service dans un grade du  
service de conduite.

3<sup>o</sup> Il a été décidé que les résul-  
tats obtenus aux examens subis  
à la S.N.C.F.A. (pour l'accès à  
un grade de début ou pour  
l'avancement en grade) seront  
désormais validés pour la nomi-  
nation aux emplois correspon-  
dants de la S.N.C.F.

Nous enregistrons avec satis-  
faction ces décisions, mais nous  
rappelons que nous avons de-  
mandé les mêmes mesures pour  
nos camarades de Tunisie et du  
Maroc dès la première parution

de l'Avis Général P 3 N° 1, et  
nous demandons qu'elles leur  
soient appliquées, y compris le  
paiement de l'indemnité diffé-  
rentielle aux agents maîtrise et  
cadres, dès le début de l'année  
du stage et dans les mêmes con-  
ditions qu'elle est payée aux ca-  
marades intégrés de la S.N.C.F.  
F.A., c'est-à-dire quelle que soit  
la situation faite à l'intéressé à  
la fin de l'année de stage.

M. NICKMILDER.

## Charlemagne BROUTIN n'est plus

UNE foule immense a conduit  
à sa dernière demeure un  
des fondateurs de la C.F.  
T.C., Charlemagne Broutin. Elle  
lui a rendu un dernier, affectueux  
et solennel hommage.

Sa vie est mêlée aux grandes  
heures de la genèse, de la percée  
et du développement de la C.F.  
T.C., particulièrement dans la ré-  
gion Nord où il s'est dépensé sans  
compter jusqu'à son dernier sou-  
fle. Notamment au sein des orga-  
nismes de la vieillesse.

Ancien cheminot, il a débuté à  
l'échelle 5 en 1911 aux Ateliers  
d'Hellemmes, il fonde en 1912 le  
syndicat d'Hellemmes, puis, après  
la guerre de 14-18 il poursuit  
son action dans la métallurgie et  
devient le président de cette  
Fédération aux heures décisives  
de 1936.

Devant ce cheminot d'honneur  
qu'est Charlemagne, la Fédéra-  
tion s'incline douloureusement et  
assure sa famille de toute son  
affectueuse amitié.

### HOTEL DU MUSEUM

9, rue Buffon - Gare Austerlitz

LE FOYER DU CHEMINOT !



# ENFIN ! REVALORISATION DES PRESTATIONS FAMILIALES SUPPLÉMENTAIRES

A partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1963

C'est en fait l'alignement sur les fonctionnaires que nous réclamons en tant que C.F.T.C. depuis le 1<sup>er</sup> avril 1962, le relèvement est réalisé au 1<sup>er</sup> janvier 1963 et sera payé fin mars avec le rappel correspondant. La majoration est d'environ 11 %, mais elle est plus importante pour un et deux enfants qu'à partir du troisième.

## MONTANT MENSUEL

ECHELLES	NOMBRE D'ENFANTS A CHARGE			
	Un enfant	Deux enfants	Trois enfants	Pour chaque enfant en sus
	F	F	F	F
1	10	30,90	59,80	36,10
2	10	32,90	64,30	37,20
3	10	33,30	65,60	37,80
4 et 3 L	10	34	67,30	38,50
5	10	35	69,90	39,90
6 et 5 L	10	36,10	72,90	42,20
7 et 6 L	10	37,30	76,20	44,70
8 et 7 L	10	38,80	80	47,50
8 bis	10	39,20	81,30	48,50
9 et 8 L	10	40,30	84,10	50,60
9 bis	10	40,80	85,40	51,50
10	10	42,60	90,20	55,20
11 et 10 L	10	44,70	95,80	59,30
12 et 11 L	10	47,10	102,40	64,30
13 et 12 L	10	49,90	109,80	69,80
14 et 13 L	10	52,90	117,60	75,70
15 et 14 L	10	57	128,60	83,90
16 et 15 L	10	61,30	140	92,50
17 et 16 L	10	63,40	145,70	96,80
18 et 17 L	10	63,40	145,70	96,80
19 et 18 L	10	63,40	145,70	96,80
T 1	10	34,40	68,30	38,90
T 2	10	37,30	76	44,50
T 3	10	39,30	81,50	48,70
T 4	10	42,50	90	55
D 1	10	25,30	44,10	22,60
D 2	10	26,10	46,20	25,80
D 3	10	26,50	47,40	27,80
D 4	10	27,50	53,20	32
D 5	10	29,50	56,10	33,80

# L'AGENT DE L'EXPLOITATION ?

## Un "pion" sur l'échiquier S.N.C.F.

« Les repos compensateurs sont, en principe, accordés dans les périodes creuses, de manière à permettre notamment, une utilisation satisfaisante des réserves. Ils sont attribués par journées entières (isolées ou groupées et accolées si possible à un repos périodique), exceptionnellement par demi-journées. Les dates en sont fixées en fonction des nécessités du service et, dans toute la mesure du possible, des désirs des agents. »

Ce texte séduisant est la copie d'un paragraphe de l'annexe à l'Avis Général P4 n° 1 du 19 novembre 1962 approuvée par deux lettres du Ministre des Travaux Publics et des Transports.

On peut épiloguer sur ce texte : le « en principe » du début n'est pas aussi franc que nous l'aurions souhaité ; le « dans toute la mesure du possible... » de la fin, n'est pas suffisamment net. Mais enfin il est tout de même question « des désirs des agents », ce qui sous-entend qu'ils puissent les exprimer.

Suivons donc l'application — Prenons une « directive régionale » qui concerne le service EX.

1. — Les congés doivent être accordés par priorité sur les repos compensateurs, ces derniers pouvant, le cas échéant, être payés ;

2. — Les repos compensateurs (R.K.) sont en principe accordés dans les périodes creuses de manière à permettre une utilisation satisfaisante des réserves. Les repos peuvent être donnés par avance isolés ou accolés si possible à un repos périodique, les dates en sont fixées en fonction des nécessités du service et, dans

toute la mesure du possible, des désirs des agents.

3. — En conséquence, il convient d'inviter vos Chefs d'Etablissement à tout mettre en œuvre pour attribuer dès maintenant, le maximum de repos compensateurs, dans les conditions fixées ci-dessus, étant entendu que les jours d'attribution de ces repos compensateurs sont déterminés par les C.P.S. et qu'ils n'ont pas, comme les congés, à être demandés par les agents.

Les passages en gras étaient soulignés dans le texte de la directive. Le lecteur constatera qu'entre le texte initial et la directive régionale il y a déjà des nuances qui vont toutes dans un sens restrictif. On pourrait demander au Rédacteur comment il peut être tenu compte « dans toute la mesure du possible, des désirs des agents » pour l'attribution des R. K. si ceux-ci « n'ont pas à être demandés par les agents ».

Suivons toujours plus loin l'application des directives nationales, revues et corrigées par les directives régionales. Sautons tous les échelons intermédiaires pour arriver à la base. Le 1<sup>er</sup> paragraphe de la directive régionale semble vouloir dire qu'au niveau d'un établissement on doit d'abord satisfaire les demandes de congé par priorité sur les demandes de R. K. Au niveau de la base voilà comment les choses se passent : « Un agent demande un R. K. pour le 15 mars par exemple, on lui attribue d'office un congé ».

La décision unilatérale de notifier 48 heures à l'avance l'attribution d'un congé non demandé est un abus de pouvoir intolérable. Si nous protestons à la Direction du Personnel, on nous répondra que jamais on a donné de pareilles instructions, que

dans une profession aussi nombreuse, décentralisée les erreurs sont toujours possibles. Quand ces « erreurs » sont aussi généralisées qu'elles le sont au service de l'exploitation il existe une situation grave et la Direction ne peut pas s'en tirer en rejetant la responsabilité sur des gens « qui ne comprennent pas toujours ».

Le congé attribué d'office, le congé refusé sans motif et sans proposition, sans compter les infractions à la réglementation du travail, l'interprétation restrictive des textes contractuels, tout cela est monnaie courante à l'exploitation en particulier. Le manque de personnel saute aux yeux mais les contrôleurs de G5 ne s'attardent pas à aider les échelons de base à organiser le travail pour faire face aux demandes légitimes du personnel en matière de repos et congés. Non ! ils sont les gendarmes de la compression et c'est tout !

Regardez la fiche 5 P2 Ex. ci-dessous, elle existe à des milliers d'exemplaires. Le 12 février on notifie un refus de 3 jours de congé du 14 au 16, sans motif, sans proposition et ce n'est pas la première fois que ces mêmes congés 1962 sont refusés à ce même agent dans les mêmes conditions.

Un beau jour on lui proposera un congé pour le lendemain sans aucun souci de ses désirs, simplement parce qu'on aura un trou, une exception ? Non ! la règle habituelle dans laquelle on est installé depuis des années. Des hommes, ces cheminots EX ? Non, des pions ! Un jour ils deviendront enrages et ils mordront. Recherchera-t-on la cause profonde, loinaine de leur malade ? Ou, avec la même désinvolture, décidera-t-on souverainement de les abattre car ils sont incurables ?

## ASSURANCES

Nous invitons nos camarades à profiter des tarifs :

- 1<sup>o</sup> Assurance Automobile, Scooter, Véloporteur
- 2<sup>o</sup> Incendie
- 3<sup>o</sup> Responsabilité civile
- 4<sup>o</sup> Individuelle Accidents

spécialement établis pour les syndiqués C.F.T.C. RENSEIGNEMENTS GRATUITS s'adresser à :

**SO GE TE CO.**

9, rue Buffault, PARIS (9<sup>e</sup>) TRU. 50-20  
Assureur-Conseil de votre Fédération

**PRÊTS** IMMEDIATS SUR L'HONNEUR OFFICE FONCIER 8, bd des Moulins MONTE CARLO

## Le CHEMINOT de France

REDACTION et ADMINISTRATION 26, rue de Monthon, 26 PARIS (IX<sup>e</sup>)

Téléphone : TRUdaine 91-03

Compte chèque postal : Fédération Paris 26-44

Abonnement annuel : 5 NF (compris dans la cotisation syndicale)

POUR LA PUBLICITE s'adresser

AGENCE PUBLICAT 24, bd Poissonnière PARIS (9<sup>e</sup>) Téléphone : PROvence 86-51

Le Gérant, Maurice DUBOIS

IMPRIMERIE SPECIALE du « CHEMINOT DE FRANCE » 5, rue du Cornet, Le Mans — 49.500

Travail exécuté par des syndiqués

## Un exemple entre mille d'une fiche 5P2 et de la brièveté de la réponse

COMMANDE (Voir au verso les particularités éventuelles de la commande)

REPLACEMENT					SERVICE A ASSURER			
Nom	Grade	Code chantier	Poste N°	Période	Période	Horaire	Code chantier	Poste N°
				du... au...	du... au...			
				du... au...	du... au...			
				du... au...	du... au...			
				du... au...	du... au...			

Nom, Prénom : Alain Louis Grade : BRM Etablissement ou Chantier : Colis Postaux

Le congé (1) soit 14 jours de congé, et 16 jours RC ou F

ne peut être accordé (Voir propositions au verso)

Le 12 FEVR 1963

Le Chef d'Etablissement,

0.001.0512 (5 P2 EX)

Nombre de jours de congé restant à prendre

(1) Rayer la mention inutile. Fricotel, - 11 W/21685 - 7-61-5896

PARTICULARITÉS DE LA COMMANDE

Le congé pourrait être accordé du... inclus, au... inclus

ou du... inclus, au... inclus

Si vous acceptez l'une de ces périodes, il vous suffira de me retourner la présente décision jointe à une nouvelle demande de congé 5P2 dûment remplie, avant le... 196...



## COMMUNIQUE COMMUN DU 16 MARS

Le Gouvernement a déssoué la Commission du Statut des Cheminots de ses prérogatives en matière de rémunération au profit d'un « Comité des Sages » qu'il a désigné unilatéralement. Ce faisant, le Pouvoir annule les engagements formels qu'avait pris le 5 mars, le ministre des Travaux publics devant les représentants des organisations syndicales.

Les Fédérations de cheminots C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.G.A.A.C. protestent vivement contre cette grave décision autoritaire; force est de constater qu'une fois de plus, les Pouvoirs publics ne laissent aux Cheminots d'autre recours que l'action pour faire valoir leurs droits.

En conséquence, les Fédérations décident d'appeler les Cheminots de tous grades et de tous services à cesser le travail pour une durée de 24 heures du vendredi 15 mars à 4 heures au samedi 16 mars à 4 heures.

Paris, le 14 mars 1963.

## COMMUNIQUE COMMUN DU 14 MARS

La fédération des cheminots C.F.T.C. félicite tous les cheminots pour leur participation massive à la grève de 24 heures du 15 mars 1963 (vendredi).

Elle est persuadée que cette action dont les modalités ont été fixées en commun par l'ensemble des organisations syndicales sera de nature à provoquer une salutaire réflexion des pouvoirs publics.

Elle estime que la convocation des demain des organisations syndicales de cheminots par le président de la « commission des sages » n'est certainement pas sans rapport avec la détermination manifestée par les cheminots.

La fédération C.F.T.C. des cheminots rappelle sa revendication immédiate : le règlement d'une allocation exceptionnelle de 100 F par agent majorée de 25 F par personne à charge.

Elle fait confiance aux cheminots pour maintenir jusqu'à samedi matin 4 heures, terme fixé par l'ensemble des fédérations, la magnifique mouvement qui se déroule présentement.

Paris, le 15 mars 1963.

## COMMUNIQUE C.F.T.C. DU SAMEDI 16 MARS A 18 H. 30

Après la première prise de contact avec la Commission des Sages, le samedi 16 mars 1963, la Fédération des Cheminots C.F.T.C. considère que le travail d'une telle commission eût été de nature à prévenir de nombreux conflits entre le Gouvernement et les travailleurs du secteur nationalisé.

Les premières confrontations confirment l'opinion que nous avions sur les perspectives et les possibilités de la Commission des Sages, à savoir qu'elle a simplement une mission d'information et qu'elle n'est pas compétente pour régler les conflits en cours.

En conséquence, il apparaît que les discussions doivent reprendre sans délai à la Commission du Statut des Cheminots pour tenter de trouver une solution aux revendications posées.

La tension qui s'est manifestée cette semaine et qui a été concrétisée par les actions des 12 et 15 mars pourrait être apaisée si le Gouvernement prenait dans tout prochains jours en considération la proposition de la C.F.T.C. de payer à tous les cheminots (actifs et retraités) une allocation exceptionnelle de 100 F majorée de 25 F par personne à charge.

Les Fédérations des Cheminots ont tenu une première réunion ce jour 16 mars et ont décidé de se rencontrer à nouveau lundi 18 mars pour arrêter en commun des décisions d'action.

La Fédération.

## COMMUNIQUE COMMUN DU 18 MARS

Après l'annulation pure et simple des discussions à la Commission Mixte du Statut depuis le jeudi 14 mars 1963, aucun élément nouveau ne permet de penser que le problème des salaires et retraites des cheminots soit susceptible d'être examiné et résolu.

Dans ces conditions, les fédérations de cheminots C.G.T., C.F.T.C., F.O. et F.G.A.A.C. représentatives du personnel d'exécution et des cadres ont décidé d'appeler les cheminots de tous grades et de tous services à un arrêt de travail de deux heures le jeudi 21 mars entre 0 heure et 24 heures selon les modalités qu'elles communiquent à leurs syndicats.

Paris, le 18 mars 1963, 18 heures.

## COMMUNIQUE DE LA C.F.T.C. DU 21 MARS

La Fédération des Cheminots C.F.T.C. remercie et félicite les cheminots de tous grades et de tous services qui ont assuré le succès de la journée revendicative du 21 mars 1963.

Cette participation massive aux actions décidées par les Organisations Syndicales démontre aux Pouvoirs Publics et à la Direction de la S.N.C.F. la volonté des Cheminots de voir reprendre sans délais les discussions à la Commission Mixte du Statut en vue de la revalorisation des salaires et retraites.

Une fois encore, la Fédération des Cheminots C.F.T.C. souligne l'urgence qu'il y a, à donner une suite positive à sa proposition de payer des la fin du mois de mars, une allocation exceptionnelle de 100 F à chaque cheminot (actif et retraité) et 25 F par personne à charge.

Les difficultés rencontrées par les Cheminots pendant cet hiver particulièrement rigoureux, l'augmentation importante des recettes du trafic voyageurs pendant cette période, justifient amplement la satisfaction immédiate d'une telle revendication.

Paris, le 21 mars 1963, 18 heures.

## COMMUNIQUE COMMUN DU 25 MARS

Les Fédérations des Cheminots C.G.T. - C.F.T.C. - F.O. - F.G.A.A.C. ont confronté leurs appréciations sur le rapport du « Comité des Sages ».

Elles considèrent que les données de références retenues ne tiennent aucun compte ni des discussions et arbitrages antérieurs, ni des observations présentées par les organisations syndicales.

Elles rejettent les conclusions du Comité et exigent une reprise des négociations contractuelles sur les bases proposées par elles.

En conséquence elles décident d'appeler les cheminots de tous grades et de tous services à un arrêt de travail de 2 heures le mercredi 27 mars entre 0 h. et 24 h., selon les modalités qu'elles communiquent à leurs syndicats.

Paris, le 25 mars 1963, 17 heures.

# LES CHEMINOTS NE VEULENT PLUS ATTENDRE INDÉFINIMENT

DEPUIS des mois, depuis des années, dans les mines, à l'E.G.F., à la S.N.C.F., les travailleurs réclament des augmentations de salaires, des améliorations des conditions de travail, des discussions pour débattre de tout cela. Depuis des années, le Gouvernement fait la sourde oreille, replète un peu quand les choses ont l'air de tourner mal. Il dose en finesse la petite amélioration parcimonieusement donnée, le chantage à l'inflation, à la hausse des tarifs ou des impôts et la menace de la trêve.

Peut-on s'étonner qu'après tant de mois, tant d'années de patience, un jour les travailleurs se révoltent? Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui. La totalité des mineurs en grève comme un seul homme, la grève de 24 heures des cheminots quasi unanimes le 15 mars sans parler des actions des 12 et 21 mars, c'est l'acte de centaines de milliers d'hommes qui d'un seul coup font grâce à leur maître en disant : ASSEZ !

Asses ! aux salaires de misère justifiés par un soi-disant déséquilibre financier de la S.N.C.F. Le Cheminot a-t-il son mot à dire dans la façon dont sont calculés les tarifs? Le parc des 45.000 wagons particuliers à lui seul n'est-il pas le bon lait que l'on va traire tous les jours à la vache S.N.C.F.? Le trafic marchandise a-t-il oui ou non un rendement tarifaire bien meilleur en Allemagne qu'en France alors que les tarifs voyageurs sont à peu près semblables dans les deux pays ?

Telles sont les questions que nous posons pour répliquer à la scandaleuse tentative de mise en condition de l'opinion que l'on méconne d'impôts nouveaux ou de hausse des prix du billet de 2<sup>e</sup> classe pour l'exciter contre les cheminots.

Asses de cette phobie des effectifs en dessous du minimum et de la gendarmerie de GS qui coupe les cheveux en quatre avec pour résultat : le repos décalé à la dernière minute, le congé refusé sans justification souvent plusieurs fois de suite.

Et quand à longueur d'ondes on nous rebat les oreilles avec une politique de grandeur, une prospérité retrouvée, des dettes extérieures réglées d'avance, et l'on passe, le Cheminot qui s'est gelé tout l'hiver peut-il être satisfait lorsqu'une prime de froid lui est répartie dans les conditions que l'on sait, c'est-à-dire les plus favorables pour le rendre enragé ?

ET maintenant ? La Commission MASSE a déposé son rapport. Elle a examiné l'évolution de salaires entre septembre 1957 et janvier 1963 et a comparé les salaires des industries nationalisées à ceux du secteur privé.

Pour les cheminots, elle a conclu à un retard pouvant être estimé entre 4,7 et 5,2 % après avoir rogné 4,3 % pour la

diminution de la durée du travail et 2 à 2,5 % pour les glissements et la prime des dimanches et fêtes.

Voilà pour les conclusions chiffrées. On aura sans doute l'occasion d'en discuter dans le courant de cette semaine alors que ce journal sera déjà imprimé.

En admettant que le Gouvernement décide de payer d'un seul coup et tout de suite « l'addition MASSE », est-ce que l'on croit sérieusement dans les milieux gouvernementaux et à la Direction de la S.N.C.F. qu'une telle largesse sera suffisante pour apaiser le climat social à la S.N.C.F. et pour faciliter le recrutement indispensable ?

En gros, cela représenterait une augmentation de 20 à 25 F par mois pour les salaires d'embauchage du personnel d'exécution. Et si, comme on l'a fait si souvent dans le passé, on découpe tout cela en petits morceaux de 1 % ou 0,75 %, est-ce que



Le 15 mars, lors de la grève de 24 heures, 300 cheminots sont rassemblés à la Bourse du Travail de Lisieux, pour manifester leur volonté d'obtenir satisfaction à leurs revendications.

# NON ! l'augmentation des salaires ne doit pas entraîner une hausse des tarifs

## Déclaration commune des organisations C.G.T. - C.F.T.C. - F.O. et F.G.A.A.C.

Les Fédérations de Cheminots C.G.T., C.F.T.C., F.O. et F.G.A.A.C. s'inscrivent en faux contre les assertions d'inspiration gouvernementale selon lesquelles l'augmentation des salaires et retraites des cheminots impliquerait une hausse générale des tarifs ferroviaires.

Ces insinuations visent à dresser l'opinion publique contre l'action revendicative à laquelle les cheminots sont contraints de recourir pour faire valoir leurs droits.

Dans ces conditions, les Fédérations de Cheminots précitées considèrent de leur devoir d'informer l'opinion publique des raisons objectives qui sont à l'origine du déséquilibre budgétaire chronique de la S.N.C.F.

Depuis 1938, le trafic Marchandise de la S.N.C.F. a augmenté de 139 % celui des voyageurs de 60 % cependant que l'effectif des cheminots a diminué dans le même temps de 160.000 unités et leur productivité de travail, qui était de 50 en 1938, est passée à 129 en 1962, soit 158 % d'augmentation alors que leur pouvoir d'achat a diminué constamment.

L'opinion publique doit savoir que les difficultés financières de la S.N.C.F. ne sont nullement imputables à ses charges salariales, mais à une politique économique anachronique qui aboutit à de sérieuses anomalies.

Alors que les prix de gros sont au coefficient 35 par rapport à 1938, les tarifs S.N.C.F. influencés par des intérêts privés ont évolué de la façon suivante :

### MARCHANDISES

Petits colis détail : 36 fois plus cher.  
Trains et wagons complets : 97 % du trafic total marchandises : 18 fois plus cher.

### VOYAGEURS

30 fois plus cher.  
Ainsi la S.N.C.F. doit acheter les produits, le matériel dont elle a besoin, 40 à 50 fois plus cher qu'avant guerre, alors qu'il lui est imposé

de payer le Cheminot en bas s'aperceva que son salaire mensuel a augmenté de 4,87 ou 5,65 F.

NOUS ne le croyons pas. Le Cheminot est comme tout le monde à améliorer sa situation par son travail de cheminot et non en allant bricoler à droite et à gauche pour boucler les fins de mois. Pour arriver à cela, il faut payer des salaires qui s'élèvent d'autant plus vite qu'ils sont restés trop longtemps trop bas.

Si le Gouvernement, la Direction de la S.N.C.F. et le public veulent des trains qui arrivent à l'heure tous les jours et par tous les temps, il faudra que chacun se persuade que les Cheminots ne sont pas des moines, donc qu'il va falloir les payer !

A. NICOLAS,  
Secrétaire Général Adjoint.

## LE RAPPORT DES " SAGES " :

# Retard pour les cheminots de 5,2 % après une manipulation compliquée des chiffres

Créée par le Conseil des Ministres du mercredi 13 mars, la commission des « Sages » est composée de trois hauts fonctionnaires : MM. MASSE, commissaire général au Plan ; BLOCH-LAINE, directeur de la Caisse des Dépôts et Consignation et MASSE-LIN, de la Cour des Comptes. Elle a reçu la mission suivante du Gouvernement :

« La progression des rémunérations de certaines entreprises du secteur nationalisé (charbonnages de France, S.N.C.F., E.D.F., G.D.F. se serait située en retrait par rapport aux salaires du secteur privé, compte tenu des qualifications, des conditions de travail et des garanties ou avantages propres aux diverses catégories envisagées. » La Commission est chargée de rassembler les informations disponibles en la matière et de formuler

les appréciations qui s'en dégagent au regard de la question posée ».

Le passage entre guillemets est extrait de la lettre de M. POMPIDOU à M. MASSE du 15 mars 1963 — dont une copie nous a été remise par M. MASSE le 16 mars. La Commission MASSE a reçu deux fois les Organisations Syndicales de Cheminots (toutes ensembles : C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.G.C., F.A.C., F.G.A.A.C.).

— Le samedi 16 mars à 11 heures : définition des objectifs, premier échange de vues, définition d'une méthode de travail. M. MASSE a demandé un document de base au ministre des Travaux Publics, dès sa réception il nous le fera parvenir (ce sera chose faite dans l'après-midi de dimanche), et la prochaine réunion est fixée au mercredi 20 mars, à 15 h. 30.

Le document est un tableau de chiffres de deux pages. Il comporte toutes les augmentations de salaires intervenues à la S.N.C.F. depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1957 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1963 inclus. Ce document fait ressortir une augmentation des salaires de 54,3 % en janvier 1963 par rapport au 31 décembre 1956 et 51 % au 31 décembre 1962 par rapport au 31 décembre 1956.

A la seconde réunion, le mercredi 20 mars, nous avons présenté des observations sur le document et mis en parallèle l'évolution de l'indice des salaires horaires publié par le Ministère du Travail. Notre démonstration (d'ailleurs commune aux organisations qui ont appelé aux récentes grèves) aboutit à constater un écart de 10,2 % pour la période considérée. Nous avons ajouté que le 31 décembre 1956 nos salaires étaient déjà en retard sur les salaires industriels.

M. MASSE nous a ensuite posé la question de l'incidence de la diminution de la durée du travail 48 à 46 heures. Nous avons répondu qu'il n'y avait pas lieu de faire entrer cette affaire en ligne de compte, car la diminution de la durée du travail est largement compensée par les difficultés du métier et l'augmentation de la productivité de la S.N.C.F.

La Commission MASSE vient de déposer son rapport au gouvernement. Elle évalue la réduction de la durée du travail à 4,3 %, d'augmentation de salaire et 2 à 2,5 % les glissements et la prime des dimanches et fêtes ! Ce faisant elle estime notre retard entre 4,7 et 5,2 %. A noter que la commission émet des suggestions très fermes pour qu'on réalise des méthodes de confrontation et de discussions plus normales dans les différents secteurs.

## RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

	inscrits	Valables	C.G.T.		C.F.T.C.		F.O.		F.G.A.A.C.		F.A.C.		C.G.C.		Divers	
			Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges
<b>Collège 1 à 9 bis</b>																
1963	312.754	263.865	179.286	1.739	54.909	361	24.447	95	3.664		828	15			491	22
% sur inscrits		84,29	57,32		17,56		7,82		1,17		0,26				0,16	
% sur valables			68,01		20,83		9,27		1,39		0,31				0,19	
1961	318.253	273.812	183.917	1.694	56.586	394	27.153	116	4.560		937	18			659	32
% sur inscrits		86,03	57,78		17,78		8,53		1,46		0,29				0,035	
% sur valables			67,17		20,67		9,92		1,66		0,34				0,046	

<b>Collège 10 à 14</b>																
1963	28.400	24.999	5.122	35	5.990	50	1.617	4			11.895	158	215		160	1
% sur inscrits		88,02	18,04		21,09		5,69				41,88		0,76		0,56	
% sur valables			20,49		23,96		6,47				47,58		0,86		0,64	
1961	250.053	22.563	3.683		5.550	47	1.476	6			11.554	155	353		47	2
% sur inscrits		90,06	14,70		22,15		5,89				45,71		1,40		0,18	
% sur valables			16,32		24,60		6,54				50,76		1,57		0,21	

<b>Collège 15 à 19</b>																
1963	8.094	7.076	252	1	1.468	17	98	1			4.520	107	738			
% sur inscrits		87,42	3,11		18,14		1,21				55,84		9,12			
% sur valables			3,56		20,75		1,38				63,88		10,43			
1961	7.561	6.721	1,75	0	1.534	20	103	2			4.029	100	880			
% sur inscrits		88,89	2,31		20,28		1,36				53,28		11,63			
% sur valables			2,60		22,82		1,54				59,94		13,10			

## REPRÉSENTANTS DANS LES COMITÉS MIXTES

	Inscrits	Valables	C.G.T.		C.F.T.C.		F.O.		F.G.A.A.C.		F.A.C.		C.G.C.		Divers	
			Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges		Sièges		Sièges		Sièges
Collège 1 à 9 bis																
1963	310.080	264.020	178.237	1.797	56.647	390	24.496	77	4.587	28					53	0
% sur inscrits		85,15	57,48		18,27		7,90		1,48						0,02	
% sur valables			67,51		21,46		9,28		1,74						0,02	
1961	315.247	273.610	182.285	1.774	58.697	390	27.026	104	5.393	31					209	3
% sur inscrits		86,79	57,82		18,62		8,57		1,71						0,07	
% sur valables			66,62		21,45		9,88		1,97						0,08	
Collège 10 à 19																
1963	36.083	31.330	5.023	38	6.924	95	1.459	8			17.182	632	686	1	56	4
% sur inscrits		86,83	13,92		19,19		4,04				47,62		1,90		0,16	
% sur valables			16,03		22,10		4,66				54,84		2,19		0,18	
1961	32.243	28.473	3.500	13	6.445	89	1.247	7			16.525	672	705	2	51	6
% sur inscrits		88,31	10,86		19,99		3,87				51,25		2,19		0,15	
% sur valables			12,29		22,64		4,38				58,04		2,48		0,19	

Paris, le 20 mars 1963.



Précision  
Garantie  
Qualité

**GLEIZES**



HORLOGER  
JOAILLIER  
depuis 1866

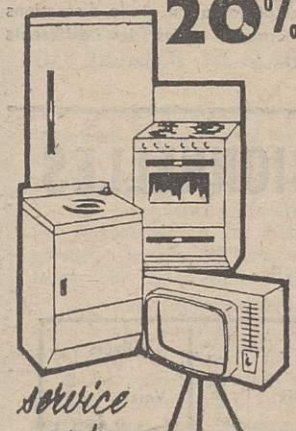
107, rue Saint-Lazare  
PARIS (9<sup>e</sup>) - TRI. 00-95

Très grand choix de bagues  
de fiançailles, clips, bracelets,  
montres, colliers  
et articles d'orfèvrerie  
à des prix très étudiés

Catalogue gratuit sur demande

**C.N.C.**  
le Confort  
par la Coopération

REMISE DE PLUS DE  
**20%**



service  
après  
vente... le meilleur

**18 mois de crédit**

avec le C.N.C... VIVEZ  
dans la Joie et le Confort !

41, rue du Sentier - PARIS (2<sup>e</sup>)  
Place d'Alligre - PARIS (12<sup>e</sup>)  
112, r. de Bagneux - MONTRouGE

**PRÊTS A CHEMINOTS**  
IMMEDIATS SUR SALAIRE  
Ecrire à DELORY, Lagny (S.-et-M.)

Prop. récoltant cherche pers. pour  
vend. ses vins vieux Bordeaux bl. et rosé  
en billes. LACROIX, PAILLET (Gironde).

**GODIN** fabrique des cuisinières au charbon, au gaz,  
à l'électricité, des appareils de chauffage au charbon  
et au mazout, des réfrigérateurs et des machines à laver.

n'attendez pas!



EN VENTE  
DANS VOTRE ECONOMAT.

**GODIN**

le confort c'est

Sur demande **GODIN** à Guise (Aisne) vous enverra  
gracieusement une documentation complète sur les  
appareils de cuisine, de chauffage et électro-ménager.

## Exploitation

### LES PETITS ÉTABLISSEMENTS

Le 1<sup>er</sup> mars 1963, le Bureau de la Commission Technique Exploitation adressait au Ministère des Transports, Direction de la Main-d'œuvre, une lettre pour demander l'abrogation du paragraphe D de l'article 7 du Règlement P4, afin que les agents des petites gares (6<sup>e</sup>, stations et haltes) puissent bénéficier effectivement de la réduction de la durée hebdomadaire du travail.

La réponse ci-dessous que vient de nous adresser le service de la Main-d'œuvre ne résout nullement le problème posé.

Nous estimons que la décision du Ministère des Transports maintient une injustice. Les heures creuses dans le travail sont de moins en moins nombreuses et nos camarades doivent bien souvent faire face à de nouvelles sujétions.

Nous poursuivons notre action sans relâche afin que disparaisse une mesure discriminatoire.

L. BENOIT

MINISTÈRE  
DES TRAVAUX PUBLICS,  
DES TRANSPORTS  
ET DU TOURISME

Direction des Transports  
Terrestres

Service du Travail  
et de la Main-d'œuvre  
des Transports  
C.T.S.N. 4

Paris, le 14 mars 1963  
244, Boul. Saint-Germain (VII<sup>e</sup>)

Monsieur le Secrétaire Fédéral,

Par lettre n° 192 du 1<sup>er</sup> mars 1963, vous demandez que soient abrogées les dispositions du paragraphe D de l'article 7 du règlement du 1<sup>er</sup> mai 1945, relatif au régime de travail du personnel sédentaire de la S.N.C.F.

Votre demande se réfère aux considérations de portée générale qui ont conduit à réduire de 48 h. à 46 h. la durée moyenne hebdomadaire du travail des cheminots et elle tend à remettre en cause le principe même de l'équivalence, disposition essentielle qui relève de la réglementation du travail.

J'ai l'honneur de vous confirmer que l'application du régime des 46 heures aux agents de la S.N.C.F. ne doit pas entraîner de modifications aux modalités d'application de la réglementation du travail, la diminution de 48 h. à 46 h. de la durée hebdomadaire du travail étant compensée par l'attribution de repos.

Les dispositions ci-dessus ont été longuement examinées au cours de plusieurs réunions de la

Commission mixte du Statut et il ne paraît pas possible d'envisager l'application de mesures particulières uniquement pour les agents des gares de 6<sup>e</sup> classes, des stations et des haltes.

Veuillez, agréer, Monsieur le Secrétaire fédéral, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Chef du Service du Travail  
et de la Main-d'œuvre des Transports

★

### L'A. D. T. et le P. 4

La S.N.C.F. au cours des dernières années a accompli d'énormes progrès techniques et il est normal que nos patrons veuillent que les Chemins de Fer Français soient les premiers sur le plan européen.

Mais ont-ils conscience de la place occupée par les Cheminots français et particulièrement les Agents de Trains dans l'organisation de la profession ?

Quels sont les bénéfices que nous avons tirés de la Modernisation de l'entreprise ? Nous pouvons les compter très facilement et les Rouleurs Exploitation sont certainement des plus défavorisés.

Conditions de travail, reclassement, présentés et soutenus par notre Fédération se sont heurtés à l'incompréhension ou à la mauvaise volonté des dirigeants.

Il est cependant normal que l'amplitude, les coupures, les repos périodiques ainsi que les conditions d'attribution de la prime des Dimanches et Fêtes soient examinés à nouveau et que des mesures soient prises pour régulariser la situation d'une catégorie qui demeure indispensable au bon fonctionnement technique et commercial de la S.N.C.F.

Un énorme travail reste à faire, il ne pourra se réaliser que par l'action dans le syndicalisme.

M. BRAUNER.

**COUCOU CHANTANT**  
A titre publicitaire  
Coucou chantant  
tous les 1/4 d'heure  
2900 Frs

T 5  
SERVICE  
S.H.D. 106 r.  
La Fayette 29 NF

PARIS X. Métro Poissonnière - Gare du Nord.

PAS DE FÊTES SANS  
**CHAMPAGNE**  
**Roland FLINIAUX**  
A Y (Marne)

Ristourne accordée aux  
Cheminots retraités  
et en activité

Toute première et ancienne Maison  
de Vins fins BEAUNE et BORDEAUX  
réputation internationale, comptant  
déjà retraités S. N. C. F. parmi ses  
collaborateurs, offre représentation  
disponible pour plusieurs régions de  
FRANCE Ecr. PUBLICAT, 24, bd Poissonnière,  
PARIS (9<sup>e</sup>) qui transmettra

### VIN DE VOUVRAY

Expédition directe de la propriété  
EN CERCLE ET EN BOUTEILLES  
Tarif. Documentation sur demande  
R. FREYNET,  
Clos de la Rochère, NOIZAY (I et L.)

**VINS EN FUTS** DIRECTEMENT  
PULTZ Louis. ret SNCF. Aubais (Gard)

**ASSURANCE  
AUTO-MOTO**

Vous avez droit au tarif réduit  
avec ristourne chaque année  
sans accident. Conducteur,  
famille, passagers garantis.  
Défense de l'Assuré après  
accident.

**ADAM-ASSURANCE**  
Assureur auto-moto agréé  
181, rue Lafayette, Paris  
(près gares Nord et Est)

## Services Communs

A PROPOS DES RENCONTRES COMMUNES  
POUR DÉFENDRE NOS REVENDICATIONS

### Un programme commun peut faire reculer la Direction si...

Le 11 mars, à la veille des élections, s'est tenue une rencontre commune des responsables nationaux des commissions techniques nationales « Services Communs » de la C.F.T.C. et de la C.G.T. Nous avons ce jour-là déploré l'absence de nos camarades de la Fédération autonome des cadres et regretté que les camarades de Force Ouvrière ne soient venus qu'à titre d'auditeurs libres c'est-à-dire sans pouvoir de décision.

Fallait-il en conclure que pour eux les jeux étaient faits pour le surlendemain, jour des élections.

Devant l'attitude négative de ces Fédérations la C.F.T.C. et la C.G.T. ont publié un communiqué commun pour faire le point, faire part à tous nos camarades qu'ils décidaient de se rencontrer à nouveau le 20 mars et qu'ils invitaient les Fédérations Force Ouvrière - F.A.C. et C.G.C. à participer à cette rencontre.

Une fois de plus nous avons déploré l'absence des intéressés le 20 mars.

Faut-il en conclure que les responsables de ces Fédérations se désintéressent des revendications des agents des Services Communs ou faut-il en conclure qu'ils entendent régler seuls tous les problèmes qui restent posés ?

Nous serons bientôt en mesure de répondre à ces questions puisque dans un nouveau communiqué commun en date du 20 mars la C.F.T.C. et la C.G.T. les ont invités pour la troisième fois à une prochaine rencontre fixée au 1<sup>er</sup> avril prochain.

Mieux, lors de cette réunion du 20 mars, la C.F.T.C. et la C.G.T. ont élaboré un projet de protocole d'accord que nous leur avons adressé aux fins d'études par leurs organismes statutaires.

Nous serons donc fixés le 1<sup>er</sup> avril sur les véritables intentions de ces Fédérations et de leur réel désir de faire aboutir les revendications de tous nos camarades.

Nous pensons, quant à nous, que ce n'est pas un mois avant les élections tous les deux ans qu'il faut prendre en charge ces revendications mais en permanence. Le combat ne peut être épisodique quand on a en face de soi une Direction hostile qui s'oppose systématiquement aux demandes des organisations syndicales. Il ne peut pas être mené en ordre dispersé sous le régime actuel. Nous restons persuadés que des bases communes peuvent être trouvées. Ce jour-là, mais ce jour-là seulement, la Direction sera dans l'obligation de nous donner satisfaction. L'obtention de la semaine en 5 jours dans les services centraux et régionaux en est un exemple. Le comprendront-ils ?

Nous ne saurions terminer cet article sans remercier tous nos militants et délégués qui ont assuré la présence de la C.F.T.C. aux élections du 13 mars et tous les cheminots qui ont fait confiance à nos listes. Dans un prochain article nous ferons le point de la situation dans nos filières à la suite de ces élections.

Le Secrétaire Fédéral :  
D. CERCELLIER.

## Traction

### ROULANT ! LES JEUNES S'ADRESSENT A TOI

A la S.N.C.F., la filière conduite est l'un des rares débouchés qui s'offrent à un ancien apprenti, ou à un jeune cheminot.

Cette branche comporte b'en des imperfections, mais l'amélioration de nos conditions de vie et de travail ne dépend que de nous.

Au début d'une année, il est souhaitable que nous prenions contact entre jeunes cheminots, pour voir où nous en sommes en matière d'action syndicale.

Nous formons déjà une équipe de jeunes au sein de la Commission technique nationale des Agents de conduite C.F.T.C. qui pensent qu'il ne faut pas toujours critiquer (cela est facile) et qui sont décidés à mettre tout en œuvre pour que cela change.

« Cela », qu'est-ce que c'est ? C'est tout ce qui ne va pas dans notre métier, en particulier pour nous les jeunes qui sommes au début de notre carrière.

Nous pensons être ton interprète en citant les principales améliorations que nous voudrions acquies le plus rapidement possible :

- Maintien du grade et des avantages y afférents en cas d'incapacité permanente au service de la route.
- Diminution du temps de travail.
- Amélioration des amplitudes par la suppression des coupures.
- Meilleure répartition du travail.
- Augmentation du nombre de repos les dimanches et jours fériés.
- Congés annuels : augmentation de la période protocolaire.
- Nomination des faisant fonctions.
- Suppression de la veille automatique.
- Incorporation des primes dans le traitement et augmentation de celui-ci.
- Suppression des commandes de nuit.

Comme tu le vois, le programme est d'importance si nous voulons le voir aboutir, il ne s'agit pas de jouer les marmottes, mais au contraire de s'unir pour nous faire entendre aux différents niveaux de la hiérarchie de la S.N.C.F., afin de prouver à celle-ci notre détermination à améliorer nos conditions de vie.

Nous te demandons de nous faire connaître tes préoccupations sur les problèmes des jeunes roulants (problèmes qui nous sont communs). A cet effet, rapproche-toi de ton responsable local, fais-lui part de tes suggestions. De même il pourra te fournir une brochure concernant les règlements de sécurité, et la réglementation du travail « P 4 ».

Nous sommes certains que tous ensemble nous réussirons à améliorer nos conditions de travail et par là même notre vie de famille.

Quand cela sera fait, nous penserons à coup sûr que l'action syndicale, est quoi qu'on en dise parfois, bien payante.

AVEC UN SYNDICALISME JEUNE, AU SERVICE DES JEUNES, NOUS REUSSIRONS.

### JEUNE AGENT DE CONDUITE

Connaissant tes droits  
Tu les feras respecter  
L'homme doit dominer son travail et non le subir.

FAIS TA COMMANDE DE P 4 ET DE REGLEMENT DE  
SECURITE A TON RESPONSABLE DE DEPOT.



# A PROPOS DE L'ECONOMAT

L'ECONOMAT est une organisation, unique en France, fonctionnant dans le cadre de la loi du 25 mars 1910 (article 77 du Code du Travail). Il a pour but de permettre aux Agents en activité ou Retraités de se procurer, dans les meilleures conditions possibles de prix et de qualité, des produits et articles de consommation ou d'utilisation courante, uniquement pour leur usage personnel et celui des membres de leur famille habitant sous leur toit.

## GESTION DE L'ECONOMAT

L'Economat, dont le premier magasin fut créé sur la région du Nord en 1847, est administrativement placé sous l'autorité du directeur général de la S.N.C.F. et de représentants du personnel et dirigé par un fonctionnaire supérieur nommé par le directeur général.

Les achats, déterminés en fonction de la consommation, sont décidés par une Commission d'Achat dans laquelle les Organisations Syndicales sont représentées.

La Fédération est représentée à cette commission d'achat par Jean Godfroy, de Moulin.

Bien que partie intégrante de la S.N.C.F., l'Economat est doté de l'autonomie financière et possède, de ce fait, son budget particulier. Il supporte, au même titre et dans les mêmes conditions, les mêmes charges que le commerce privé :

- Impôts, droits et taxes,
- Dépenses de personnel et charges patronales,
- Dépenses de transport (transports par fer obligatoirement),
- Charges de capital,
- Loyers, dépenses mobilières et immobilisations, entretien, etc.

En bref n'ayant sur le plan commercial aucun caractère d'exception, service de la S.N.C.F. et lui rapportant de l'argent, l'Economat est malgré tout, sinon déconsidéré, du moins laissé dans l'indifférence, surtout par les cheminots, les premiers intéressés pourtant par un accroissement du rendement de ce service.

Ne réalisant pas de bénéfice, ses recettes et ses dépenses doivent s'équilibrer en fin d'exercice.

## LES POINTS DE VENTE

L'Economat comprend 6 entrepôts de gros, 222 magasins de vente fixes exploitant, pour la plupart, 6 rayons de vente (Alimentation générale, vins et boissons, combustibles, articles chaussants, textiles, articles ménagers et mobiliers) et 34 rames magasins desservant à dates fixes un grand nombre de localités éloignées des magasins.

Les ventes aux ayants droit s'effectuent :

- Au comptant, contre remise d'un débit numéroté et chiffré
- Ou à règlement mensuel (avis général P 12, N° 3) sur présentation d'un livret d'achat délivré gratuitement. Dans ce cas, le montant des achats est retenu sur le bulletin de paie à la fin du mois suivant.
- Ou à crédit long terme (Avis général P 12, N° 3 reprenant les dispositions légales) pour un certain nombre d'articles de prix élevé et de renouvellement peu fréquent. L'importance du crédit total est limitée à 2.000 NF, une partie — ou acompte — devant légalement être payée au comptant, tandis que le reste ou crédit proprement dit, assorti d'un intérêt réduit, est retenu sur solde suivant un échelonnement qui varie de 3 à 24 mois, en fonction de l'importance de l'achat.

Jusqu'à ce jour, l'Eco a mis au service des cheminots 40 magasins équipés en libre-service, qui, dans leur conception et leur réalisation, servent d'exemple et de test au commerce. L'augmentation du chiffre d'affaires et la moyenne d'achats réalisés dans ces magasins, les plus fortes en France, suffisent à l'attester.

Simultanément, et pour satisfaire les demandes des camarades du Sud-Est,

L'Economat met tout en œuvre pour ouvrir des magasins sur cette région. Il est à déplorer, toutefois, que trop souvent, il ne rencontre pas l'aide désirable des autorités S.N.C.F. ni des responsables de région ou de localités.

L'Economat, bien que supportant les mêmes charges fiscales et d'exploitation que les organisations commerciales privées effectuant des activités identiques, joue sur le plan économique général un rôle indéniable de régulateur des prix et améliore, de ce fait, les conditions d'existence du personnel en facilitant son approvisionnement aux meilleures conditions de prix et de distribution.

## LES CHEMINOTS ET L'ECONOMAT

Mais cette action si elle ressort du comportement propre de l'Economat, est aussi l'affaire du cheminot quand il voudra comprendre le rôle important qu'il peut lui faire jouer au stade de la distribution en s'en servant et s'y servant plus qu'il ne le fait. Du même coup d'ailleurs, la S.N.C.F., tutrice de l'Economat, serait bien moins réticente à son égard.

Sans doute tout ne va pas aussi bien que les plus optimistes voudraient le faire croire, et sur le plan du service lui-même, organisation, personnel, etc., il reste beaucoup à faire pour prolonger les résultats déjà obtenus grâce à l'action syndicale. C'est la tâche à laquelle s'accroche le Syndicat de l'Economat avec l'aide de la Fédération.

Si l'Economat est un moyen de lutte contre la vie chère encore faut-il que nous puissions l'aider dans ce rôle de régulateur dont l'action peut rejaillir sur l'ensemble des consommateurs. C'est pour cela que nos représentants souhaitent des contacts permanents sur tout le territoire pour tout ce qui va ou ce qui ne va pas.

Nous nous permettons aussi de suggérer aux Syndicats combien il serait souhaitable qu'à leur initiative soient mis en route auprès des magasins Economat des « Conseils de Clientèle », ceux-ci pourraient traiter d'une foule de problèmes avec les responsables locaux de l'Economat, qualités et prix des marchandises, aménagements, réformes, etc. L'action de ces conseils de clientèle se prolongerait aux travers des différents organismes des régions, jusqu'aux C.L.A.S., C.R.A.S. et C.C.A.S. (où malheureusement il est fort rare que l'on entende parler de l'Economat) et aboutirait à une commission de synthèses et d'études à l'échelon de la Fédération, à laquelle participeraient les régions, l'U.F.R., l'U.F.C. et des techniciens du Syndicat de l'Economat.

Il y a, au travers de l'Economat, un travail intéressant à réaliser sur le plan économique ; nous espérons ardemment que notre appel sera entendu par tous les cheminots, actifs et retraités.

# Ateliers

## AUDIENCIE A LA DIRECTION DU M.T.

M. C. MARTIN, directeur, est assisté de MM. MAINCENT ingénieur en chef ; BAILLEUL, ingénieur en chef ; DUPUY, ingénieur en chef ; GRIMAUULT, ingénieur principal.

La délégation C.F.T.C. est composée de MM. NICOLAS, CHAPLAIS, GISCLARD, COTTI, CESARD, ROESCH, BARTHELEMY.

### I. — EXAMEN DES GRADES DES AGENTS SEDENTAIRES

- Embauchages des MV, Situation des MV, OSP et CBRMV.
- Embauchages d'ouvriers.
- Examen des grades compris entre OPFL 2 et OPFLK
- Grades de petites maîtrises.

La délégation reprend sous ses divers aspects la proposition qu'elle avait présentée en 1958 au sujet des filières manœuvres et ouvriers.

Un échange de vues a lieu à ce sujet.

Elle présente ensuite une nouvelle proposition relative aux filières du Service Electrique.

Elle insiste en particulier sur la situation des régulateurs dans les Centraux sous-stations, estimant que la répartition de ces agents sur quatre échelles différentes ne se justifie pas puisqu'ils assument les mêmes fonctions.

D'autre part, elle fait observer que les Centraux sont équipés de telle façon en personnel qu'on constate dans certaines Régions un avancement rapide de jeunes agents au détriment des anciens.

M. le Directeur fait remarquer à la délégation que les critiques faites s'appliquent surtout aux Régions Nord et Est nouvellement électrifiées ; des transitions sont nécessaires lors de la mise en place de nouveaux services et il n'est pas anormal qu'un même emploi soit tenu par des agents de grades différents.

### II. — PROBLEMES RELATIFS AUX TITRES DE PRODUCTION

- Evolution des différents systèmes.
- Niveau des primes.

M. le Directeur renseigne la délégation sur l'évolution des primes de la filière « Ouvriers » :

En 1963, les primes plafonnées auront pratiquement disparu, et il y aura environ 1/3 de travaux sur temps unifiés pour 2/3 de travaux non tarifés.

Les études de temps se poursuivent et l'on peut estimer qu'on aboutira en définitive à une proportion de près de 50 % de travaux tarifés.

L'écart entre les primes payées, ITU et TNT, a encore été réduit par suite des aménagements apportés en janvier 1963.

Le rapport prime/salaire est maintenant sensiblement constant depuis 1951 et avoisine 10 %.

Après un échange de vues où la délégation conteste le principe même de la prime, la délégation estime que : le rapport actuel de 10 % prime/salaire est insuffisant, et elle estime nécessaire qu'une application intelligente permette de rémunérer à leur juste valeur des travaux délicats non

tarifés. A ce sujet, M. DUPUY indique que la tarification des travaux d'entretien de l'outillage a été entreprise.

La délégation suggère enfin de calculer la prime sur le taux de l'échelle la plus élevée, dans les cas de grades jumelés, la plupart des travaux pouvant être assurés de la même façon par des ouvriers placés sur des échelles différentes.

M. le Directeur prend note de cette suggestion qui ne peut être examinée que pour l'ensemble des services.

### III. — CONDITIONS DE TRAVAIL

- Amélioration des installations et outillage, en particulier dans les postes d'entretien.

M. MAINCENT renseigne la délégation sur les travaux réalisés ou en voie de réalisation dans les entretiens et postes.

Ces travaux comportent essentiellement :

- La couverture des voies de travail dans les établissements situés dans des zones de climat défavorable.
- Pour ces mêmes établissements, le chauffage des postes et lieux de travail.

Les travaux achevés ou en cours d'achèvement ont intéressé surtout des établissements de la Région Est ; le programme sera poursuivi en 1963.

En ce qui concerne l'outillage, l'acquisition de machines simples, telles que les machines pour le nettoyage de boîtes d'essieux, et d'outils allégés, crics par exemple, est prévue pour améliorer la qualité du travail et les conditions de son exécution.

- Vêtements de travail.

La délégation souhaiterait que la S.N.C.F. participe plus largement à l'achat des vêtements imposés à certaines catégories d'agents, notamment

les visiteurs en service dans les gares voyageurs. De même pour l'achat de chaussures à embout de protection, la S.N.C.F. ayant intérêt à éviter que les agents ne se blessent au cours de leur travail.

D'une façon générale, la délégation demande un élargissement des conditions d'attribution, estimant que, même en ce qui concerne les bleus de travail, ce ne serait qu'une compensation aux frais entraînés par la salissure des sous-vêtements.

La Direction M.T. ne peut prendre position dans une question aussi générale qui intéresse aussi les autres services.

- Application du régime de 46 heures (astreinte, journée de 7 h. 40, semaine en 5 jours).

— La Direction M.T. a été saisie de diverses questions relatives à l'astreinte. Ces questions seront traitées par la Commission du Statut.

— Journée de 7 h. 40 : la délégation cite un exemple et pense qu'il y aurait intérêt à donner satisfaction aux agents des postes d'entretien qui sollicitent le régime de la semaine anglaise.

— Semaine en 5 jours : un certain nombre d'établissements de province auraient voulu que leur soit appliqué ce régime de travail.

Cette question ne peut être traitée qu'en fonction des conditions locales sans perdre de vue les inconvénients d'un allongement de l'amplitude de la journée de travail.

La lecture de ce compte rendu officiel confirme ce que nous écrivions le mois dernier « le bouleversement de la filière ne semble pas être pour demain ».

Ce qui confirme également qu'il ne suffit pas de poser les questions pour obtenir satisfaction, mais qu'il faudra que les gars de la filière posent des actes.

J. CHAPLAIS.

## RÉNOVÉ, RAJEUNI POUR MIEUX VOUS SERVIR :

### AU CARILLON D'OR

Attendez votre visite et vous offrez le plus grand choix, les meilleurs prix

BIJOUX - MONTRES  
COUVERTS-CADEAUX

REMISE RÉELLE 10%  
aux Cheminots



Tous nos prix sont affichés

22-24, AVENUE Secrétan - PARIS 19<sup>e</sup> NORD 32-87

AGENT OFFICIEL DES MONTRES « ZODIAC »  
Fournisseur des Chemins de Fer Suisses

vous pouvez tout faire

avec les machines à bois

les plus satisfaisantes et les moins chères d'Europe

AHOR

COMPAREZ VOUS-MEMES...

Super-dégoussieuse 150 mm .....  
Scie circulaire à table inclinable à 45° .....  
Toupie .....  
Combinée 5 opérations .....  
(que vous pouvez acquérir par éléments séparés)

Réf. 1005 à 143 F  
Réf. 1018 à 199 F  
Réf. 1004 à 175 F  
Réf. 2000 à 842 F

14 MODÈLES DE MACHINES

Tous nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Toutes nos machines sont couvertes par une garantie illimitée, et toutes ont obtenu le Label de la Qualité Française. Plus de 120.000 machines en service à l'entière satisfaction des utilisateurs. Crédit de 3 à 18 mois sur demande. Envoi du catalogue complet n° 505 contre 1 F en timbres. Livraison très rapide.



AHOR

14, rue Geoffroy St Hilaire  
Paris 5, POR. 45-04



## PRENEZ GARDE AU COURANT D'AIR ! Ou la désagréable surprise de se voir claquer une porte au nez

**M**EPHISTOPHELES, se présentant à l'appel de Faust, se voit d'abord congédier, aussi fait-il remarquer au docteur : « Ce n'était pas la peine de me faire venir de si loin, pour me mettre aussitôt à la porte... » Et cependant, il parvint à engager le dialogue...

Nous fûmes moins heureux, quand le 14 mars, ne possédant ni ses artifices, ni un pouvoir de persuasion, nous effectuâmes vers le boulevard Saint-Germain, un haut-le-pied inutile.

Le 5 mars, le ministre des Travaux Publics, aux délégations des différentes Organisations Syndicales qu'il recevait en audience, promettait d'ouvrir toute grande la « porte de la Commission mixte du Statut », nous devions siéger sans désespérer pour faire le point du retard de la rémunération des cheminots sur le secteur privé, et ce, dès le 14 mars.

Avec la Fédération nous — retraités — étions convenus et les autres organisations siégeant à la Commission étaient aussi d'accord, qu'il faudrait toujours sans désespérer, poursuivre ces travaux par un débat au fond sur les retraites.

Si l'on admet que les salaires d'activité sont inférieurs à ceux du secteur privé, le retard doit être comblé. Il faut aussi convenir, de surcroît, que nos pensions de retraite qui subissent un double préjudice appellent une substantielle revalorisation. Le salaire de base reconnu inférieur, est, de plus, obéré d'éléments importants : indemnités de résidence, complément de traitement, non liquidable.

Nous l'avons tant de fois écrit et répété qu'il est inutile d'insister. Or, dans l'espoir qu'un dialogue allait enfin s'instaurer, nous attendions impatiemment ce 14 mars.

Bien sûr, nous ne nourrissons que des illusions... raisonnables : nous avons ici déjà eu l'occasion de nous en expliquer (voir « La Lanterne Magique », notre n° 525 du 1<sup>er</sup>-12-1961). Cependant nous sommes toujours prêts à manifester toute bonne volonté pour une confrontation sérieuse devant conduire à l'élaboration d'un programme de rattrapage.

**H**ELAS, ce mois de mars est placé sous le signe de la belligérance et du vent ! aussi, la tempête ayant soufflé dans la soirée du 13, la « porte » s'est brusquement refermée.

Singulière façon pour un gouvernement de manifester sa sympathie à ceux qui, après plusieurs autres batailles ont aussi gagné celle du charbon de l'hiver 1962-1963.

Drôle d'esprit d'équipe manifesté à l'égard d'un ministre à qui ses collègues interdisent de donner suite aux engagements qu'il avait pris quelque dix jours auparavant.

Que des réactions immédiates s'ensuivent, rien que de plus normal que nous, retraités, nous soutenions par tous les moyens en notre pouvoir l'action énergique développée par nos camarades actifs.

Gaston HAILLANT,  
Secrétaire général.

N. B. — Lire dans ce même numéro la relation détaillée des événements qui ont suscité les réflexions ci-dessus.

## Minimum de pension RELÈVEMENT des minima de pensions

Nous informons nos camarades que le coefficient applicable aux éléments de rémunération pris en compte pour le calcul de la pension minimum est porté de 90 à 100 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

De ce fait, ledit minimum passe de 3.137,20 F à 3.486 F par an, soit une augmentation trimestrielle de 87,20 F.

Cette mesure est incomplète, car le coefficient 100 n'est pas appliqué, comme on nous l'avait laissé entendre, suite à nos demandes antérieures, à l'ensemble des éléments de rémunération — traitement liquidable — soumis à retenue pour la retraite, afférent au salaire de base de l'indice 100 de la grille hiérarchique.

Signalons que le ministère des Travaux publics intervient à nouveau dans ce sens auprès de son collègue des Finances. Espérons qu'il obtiendra satisfaction.

Rappelons d'autre part que nos demandes comportaient, outre ce qui est expliqué ci-dessus — le calcul du minimum de pension sur l'indice 118 — Echelle 2 Essai (ce qui correspond à la suppression de l'échelle 1).

Nous devons donc encore poursuivre, notre action en ce domaine.

En application d'une récente décision, le minimum de la pension normale allouée aux agents à service continu a été porté, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963, à 3.486 F.

Il est rappelé que le minimum ainsi fixé est réduit, pour les titulaires de pensions de réforme, dans le rapport à 25% de la durée de leurs services valables pour la retraite ; pour les pensions de réversion, les minima sont égaux à la moitié des minima ci-dessus définis.

La trimestrialité payée à l'échéance du 1<sup>er</sup> avril tiendra compte de cette mesure et il s'y ajoutera le rappel dû pour le premier trimestre 1963. Ce rappel figurera, déduction faite de la cotisation à la Caisse de Prévoyance ou à la Caisse de Maladie A. L., dans la colonne 8 de la fiche de décompte qui sera remise aux retraités à cette échéance. Toutefois, pour quelques retraités se trouvant dans une situation particulière (pensions coordonnées, pensions partagées, etc.) la régularisation ne pourra être faite qu'à l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet.

Pour le Directeur,  
L'Ingénieur en chef,  
BEYNET.

## 14 MAI 1963 9<sup>e</sup> CONGRÈS de notre Union Fédérale qui se tiendra au siège de la M. T. C. 26, rue de Montholon - PARIS (9<sup>e</sup>) (Métro CADET)

### ORDRE DU JOUR

- 9 h : Ouverture du Congrès par le Président.
- 9 h 15 : Formation et mise en place du Bureau.
- 9 h 30 : Compte rendu financier - Rapport et conclusions de la Commission de contrôle.
- 9 h 45 : Arrêt de la discussion pour élection du Conseil et du Bureau de l'U.F.R.
- 12 h 45 : Repas en commun (Prix 9 F.) S'inscrire à l'avance.
- 14 h 45 : Reprise de la discussion du rapport d'activité et d'orientation.
- 17 h : Vote des motions et résolutions.
- 17 h 30 : Discours de clôture du Président.

La carte syndicale à jour des cotisations sera exigée à l'entrée.

Dans la conjoncture actuelle, le Congrès revêtira une grande importance.

Tous nos groupes et secteurs auront à cœur de déléguer le maximum de représentants pour y participer.

Les Conseillers d'Union et des Groupes recevront en temps utile les imprimés d'inscription et le rapport d'activité et d'orientation que nous leur demandons de discuter en commun pour mandater leur délégué au Congrès.

LE COMITE PERMANENT.

## Echéance du 1<sup>er</sup> avril 1963

Rappelons à nos camarades que l'échéance d'avril sera inférieure à celle du 1<sup>er</sup> janvier 1963, du fait qu'elle ne comportera plus la prime exceptionnelle de 3 % qui figurait colonne 8 de la fiche de décompte.

## Caisse de Prévoyance

Une fois de plus, nous rappelons à nos camarades exerçant une activité salariée, et qui, de ce fait, sont obligatoirement affiliés à la Sécurité Sociale, qu'ils doivent, dans tous les cas, en informer la Caisse de Prévoyance S.N.C.F.

Faute de se conformer à cette prescription, les retraités en cause risquent de se voir réclamer par la CP le remboursement des prestations qui devaient être réglées par priorité par la S.S. d'où complications certaines dans la régularisation de leur situation.

D'autre part, nos camarades doivent, pendant toute la période de leur assujettissement à la S.S., demander à la CP à l'aide de l'imprimé mod. 215, le paiement d'une allocation compensatrice, égale à la totalité des cotisations précomptées sur leur pension. Mais attention ! cette demande ne sera recevable que si elle est présentée au cours de l'année civile suivant l'année pendant laquelle ont été acquittées les cotisations dont le remboursement est demandé. Autrement dit, passé un délai d'environ deux ans à compter du jour de la demande, la CP ne rembourse plus rien ; c'est là la stricte application de son règlement, et nous n'y pouvons rien.

### OFFRE DE SERVICE

RETRAITE demandé pour petit travail du 30-3 au 7-4-63. Téléphoner à Mlle DOLLAT, Service médical, Région Nord. TRU. 9-9-40, poste 11063.

## Cumul pension rémunération

La loi de finances du 23-2-1963 « J. O. » du 24-2-1963 a modifié les dispositions relatives au cumul d'une pension et d'une rémunération servie par une administration publique ou assimilée.

Art. 16. — Les personnels admis à la retraite, sur leur demande, au titre d'une des collectivités visées à l'article premier, avant d'avoir atteint la limite d'âge afférente à leur ancien emploi, et qui prennent une nouvelle activité dans l'une des dites collectivités, ne peuvent bénéficier de leur pension avant d'avoir atteint l'âge correspondant à cette limite d'âge.

Les personnels auxquels s'applique la réglementation sur les cumuls dans un délai de six mois à compter de la date de la publication de la présente loi, conserveront, s'ils en font la demande dans un délai d'un an à compter de cette date, le bénéfice du régime antérieur.

Nous commenterons plus longuement ces dispositions dans un prochain journal.

## DÉCÈS

Nous apprenons le décès de :  
Mme BELEY François, femme du dévoué secrétaire de notre groupe de Saint-Etienne.  
RACINE André, du groupe de La Varenne.  
SOLVET Louis, du groupe de Roanne.  
GUITOU-CALMON Louis, de Paris (13<sup>e</sup>).  
BUONO François, rapatrié de Tunisie.  
FIEVET Marcel, du groupe de St-Quentin.

A leurs familles, nous adressons nos sincères condoléances et l'assurance de notre profonde amitié.

## AVIS IMPORTANT

Nous informons nos adhérents désireux de nous rendre visite que nos bureaux sont transférés dans un autre local. Nos visiteurs devront comme à l'habitude entrer par le 26, rue de Montholon, mais s'arrêter au deuxième étage et se diriger sur le bureau n° 358.

## NOTRE PROCHAIN CONGRÈS

**T**OUS les ans, dès la sortie de l'hiver, nous avons l'habitude de nous réunir pour faire, ensemble, militants et dirigeants, le point de la situation. Cette année, notre Congrès aura lieu le samedi 4 mai, lendemain de notre Conseil d'Union.

Nous souhaitons vous y voir très nombreux afin de renouer avec vous les liens d'une affectueuse amitié qui se trouvent, qu'on le veuille ou non, toujours un peu distendus par l'absence.

En dehors du bon travail que nous ne manquerons pas d'y faire ensemble, ce seront de véritables retrouvailles que nous célébrerons dans cette réunion.

Les années passent vite, a-t-on coutume de dire, et pourtant, c'est long tout de même un an !

Que d'événements heureux ou malheureux en jalonnent la route, que de disparus autour de nous ! Aussi combien serons-nous heureux de vous retrouver, vous qui demeurez, et dont certains conservent une étonnante jeunesse intellectuelle et physique ?

Un de nos camarades actifs que nous avions invité à notre Congrès de l'an dernier, me disait qu'il avait été frappé de la vigueur de nos réactions, de la verdeur de notre esprit et du dynamisme que nous apportions à défendre nos revendications.

Je lui ai répondu que ceux qu'il voyait là étaient l'élite, ceux pour lesquels la vie de cheminot actif n'avait été qu'un dur combat pour faire triompher les idées de la C.F.T.C. Ceux qui avaient fait sa trouée dans le monde syndical et pour lesquels le tournant qu'il prend actuellement n'est pas toujours facilement compréhensible.

C'est là, bien sûr, un problème de générations qui ne pourra être résolu qu'avec beaucoup de bonne volonté réciproque et d'esprit de compréhension. Avec beaucoup de patience aussi et surtout beaucoup d'amour.

De ces problèmes et des autres, ceux qui conditionnent notre vie matérielle nous discuterons le 4 mai.

Nous ferons le point de la situation, nous examinerons ce qui a pu être réalisé et aussi tout ce qui reste à faire.

Dans l'action syndicale, il faut de la persévérance et sans cesse reprendre des questions dont il semblerait pourtant qu'elles puissent être rapidement résolues.

Souhaitons que nos assises se déroulent dans un climat moins oppressant que celui dans lequel vit notre pays à l'heure où j'écris ces lignes.

Souhaitons, qu'avec le ferme propos des uns et des autres, de trouver une solution acceptable pour tous, cette douloureuse crise qui secoue le monde du travail trouve son aboutissement.

Souhaitons que ce mois de mai qui va nous réunir, soit non seulement le mois du renouveau de la nature, mais aussi le mois du renouveau dans le cœur des hommes.

Vice-Présidente,  
Marie LEROY.